

Arrêt

n° 97 282 du 18 février 2013
dans l'affaire x

En cause : x

ayant élu domicile : x

contre :

le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides

LE PRÉSIDENT DE LA 1ère CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 27 juin 2012 par x, qui déclare être de nationalité guinéenne, contre la décision du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides prise le 31 mai 2012.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 3 décembre 2012 prise en application de l'article 39/73 de la loi précitée.

Vu la demande d'être entendu du 17 décembre 2012.

Vu l'ordonnance du 16 janvier 2013 convoquant les parties à l'audience du 14 février 2013.

Entendu, en son rapport, P. VANDERCAM, président.

Entendu, en leurs observations, la partie requérante assistée par Me C. VANDERSTRAETEN loco Me M. NGAKO POUNDE, avocat, et C. VAN HAMME, attaché, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Dans sa demande d'asile, la partie requérante, qui déclare avoir travaillé comme carrossier dans un garage, invoque en substance des persécutions et atteintes graves par le Colonel T. qui lui reproche d'avoir préparé les véhicules destinés à la campagne électorale de Cellou Dalein Diallo en mai 2010, et qui l'a fait incarcérer le 27 septembre 2011 en l'accusant d'avoir participé à l'importante manifestation d'opposants organisée le même jour.

2. Dans sa décision, la partie défenderesse conclut, sur la base de constats qu'elle détaille, à l'absence de crédibilité de la partie requérante sur plusieurs points importants du récit : elle relève notamment l'invraisemblance de son arrestation le 27 septembre 2011 par le Colonel T. et plusieurs militaires pourtant interdits de sortie ce jour-là, l'invraisemblance de l'acharnement dudit colonel à son seul égard du simple fait de l'exécution en 2010 d'une commande commerciale pourtant acceptée par son patron et pourtant effectuée avec d'autres apprentis, et l'absence de tout problème concret et significatif dans son chef jusqu'au 27 septembre 2011.

Ces motifs sont conformes au dossier administratif et sont pertinents. Le Conseil, qui les fait siens, estime qu'ils suffisent en l'espèce à motiver le rejet de la demande d'asile, dès lors que le défaut de crédibilité du récit de la partie requérante empêche de conclure à l'existence, dans son chef, d'une raison de craindre d'être persécutée ou d'un risque réel de subir des atteintes graves, à raison des faits qu'elle allègue.

3. Dans sa requête, la partie requérante n'oppose aucun argument convaincant à ces motifs de la décision attaquée. En l'occurrence, elle ne craint pas d'affirmer que la crédibilité de son récit n'est pas mise en cause par la partie défenderesse, alors qu'une page entière de la décision attaquée égrène à raison une série de constatations et de considérations qui, outre qu'elles ne sont nullement critiquées en termes de requête, appellent clairement la conclusion que le récit n'est pas crédible car il est tout simplement invraisemblable. Elle se limite par ailleurs à rappeler certains éléments de son récit, lesquels n'apportent aucun éclairage neuf en la matière. Elle ne formule par ailleurs aucun moyen susceptible d'établir la réalité des faits évoqués ni, *a fortiori*, le bien fondé des craintes ou risques qui en dérivent. Pour le surplus, dès lors qu'elle n'invoque pas d'autres faits que ceux exposés en vue de se voir reconnaître la qualité de réfugié, et que ces mêmes faits ne sont pas tenus pour crédibles, force est de conclure qu'il n'existe pas de « *sérieux motifs de croire* » qu'elle encourrait un risque réel de subir, en raison de ces mêmes faits, « *la peine de mort ou l'exécution* » ou encore « *la torture ou les traitements ou sanctions inhumains ou dégradants* » au sens de l'article 48/4, § 2, a) et b), de la loi du 15 décembre 1980. Le Conseil n'aperçoit par ailleurs, dans les écrits, déclarations et documents figurant au dossier qui lui est soumis, aucune indication d'un risque réel de subir les atteintes graves visées à l'article 48/4, § 2, c), de la loi.

Dans une telle perspective, il n'est plus nécessaire d'examiner plus avant les autres motifs de la décision attaquée et les arguments de la requête y afférents, un tel examen ne pouvant en toute hypothèse pas induire une autre conclusion.

Les documents versés au dossier de procédure ne sont pas de nature à infirmer les considérations qui précèdent :

- le témoignage manuscrit de C. M. D. émane d'un protagoniste privé (en l'occurrence, le patron du garage où travaillait la partie requérante) dont rien, en l'état actuel du dossier, ne garantit la sincérité et l'objectivité, les copies de carte d'identité et de quittance fiscale du signataire étant insuffisantes à cet égard ;
- la photographie, qui ne représente objectivement rien d'autre que la partie requérante dans une voiture passablement endommagée, ne saurait établir la réalité des problèmes relatés en l'espèce ;
- l'article du 28 septembre 2011 publié sur le site internet d'*Amnesty International*, est d'ordre général et n'établit pas davantage la réalité des problèmes relatés en l'espèce.

4. Entendue à sa demande conformément à l'article 39/73, § 4, de la loi du 15 décembre 1980, la partie requérante s'en tient pour l'essentiel à son récit et se réfère pour le surplus aux écrits de procédure.

5. Il en résulte que la partie requérante n'établit pas qu'elle a des raisons de craindre d'être persécutée ou qu'elle encourt un risque réel de subir des atteintes graves, en cas de retour dans son pays.

Les constatations faites supra rendent inutile un examen plus approfondi des moyens de la requête, cet examen ne pouvant, en toute hypothèse, pas induire d'autre conclusion quant au fond de la demande. Le Conseil rappelle à cet égard que dans le cadre de la compétence de pleine juridiction qu'il exerce au contentieux de l'asile, il est amené à soumettre l'ensemble du litige à un nouvel examen et à se prononcer par un arrêt dont les motifs lui sont propres et qui se substitue intégralement à la décision attaquée. Il en résulte que l'examen des vices éventuels affectant cette dernière au regard des règles invoquées en termes de moyen, a perdu toute pertinence.

6. Au demeurant, le Conseil, n'apercevant aucune irrégularité substantielle qu'il ne saurait réparer et estimant disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires, a statué sur la demande d'asile en confirmant la décision attaquée. Par conséquent, la demande d'annulation formulée en termes de requête est devenue sans objet.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1^{er}

La qualité de réfugié n'est pas reconnue à la partie requérante.

Article 2

Le statut de protection subsidiaire n'est pas accordé à la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le dix-huit février deux mille treize par :

M. P. VANDERCAM, président,

M. P. MATTA, greffier.

Le greffier, Le président,

P. MATTA P. VANDERCAM